

PS ET APPARENTÉS

Face à la crise, la réponse de l'Île-de-France



PS | 60 MEMBRES
Jean-Paul Planchou

Les prochains mois seront décisifs pour l'avenir de notre région.

Les grands chantiers en cours dessineront le visage futur de l'Île-de-France, et le schéma directeur de la Région Île-de-France, que nous portons avec

Jean-Paul Huchon et qui a été approuvé par une très large majorité du conseil régional, apporte des réponses courageuses et fortes : repenser la ville, promouvoir le développement durable, préserver les espaces ruraux, rééquilibrer le territoire, encourager la mixité sociale. Mais ce vaste

chantier, cette vision stratégique, ne nous fait pas oublier les préoccupations immédiates : oui, il y a des questions urgentes à résoudre. Beaucoup d'entre vous le constatent : la crise financière, économique et sociale frappe durement. Les faits sont là : chaque jour, l'Île-de-France compte 200 chômeurs de plus.

Les Franciliennes et les Franciliens sont inquiets pour leurs emplois, ceux de leurs enfants et de leurs proches. Aussi la majorité de gauche à la Région s'engage-t-elle à amplifier son action contre les effets brutaux de la crise : plan de mobilisation pour les transports, accélération des investissements dans les lycées, soutien aux PME, aux emplois franciliens, mobilisation en faveur de la formation des jeunes et de la sécurisation des parcours professionnels... Ces sommes investies aujourd'hui contribueront à la reprise.

Dans ces efforts, quelle part le gouvernement est-il prêt à prendre ? Quoi qu'il en soit, nous avançons. L'action déjà accomplie peut témoigner du sérieux de nos

engagements. Il existe aujourd'hui des tramways dans toute l'Île-de-France. Les livres scolaires sont gratuits pour tous nos lycéens. Nous accueillons des dizaines de milliers d'apprentis chaque année dans nos centres de formation. Nous protégeons 12 000 hectares d'espaces naturels sur notre territoire. Ce sont aussi 1 000 chercheurs franciliens qui bénéficient de bourses régionales. Les emplois-tremplin ont permis à 5 000 jeunes d'entrer dans la vie active

et, dans un souci de solidarité, nous avons instauré la gratuité des transports pour les chômeurs.

Forts de cette expérience, nous devons aller plus loin, porter un projet ambitieux et innovant, pour répondre aux nouveaux enjeux régionaux : mobilité, formation tout au

long de la vie, parcours de la deuxième chance, exemplarité écologique, lutte contre les inégalités territoriales... Certes, le combat qui s'ouvre sera rude pour notre région. Il sera long et difficile. Avec votre confiance, nous le mènerons à bien, pour les Franciliens, pour nos enfants. ●

Groupe socialiste Île-de-France. Tél. : 01 53 85 68 95. www.ps-idf.com

« Notre majorité s'engage à amplifier son action pour contrer les effets brutaux de la crise. »

RADICAUX DE GAUCHE ET ÉLUS APPARENTÉS

A104, c'est toujours non



RAGEAP | 9 MEMBRES
Eddie Ait

Une gestion prospective des transports franciliens alliant développement durable, attractivité économique et confort de vie des Franciliens, est un souhait unanime. Pourtant, à travers le projet de bouclage de la Francilienne à l'ouest de Paris, l'État s'écarte des promesses du Grenelle de l'environnement.

Écartant les conclusions des consultations publiques, ce projet qui franchit trois fois la Seine et des zones protégées ne dit rien quant à la protection des riverains et des paysages. Pire, le tracé retenu n'achève pas le contournement de Paris et risque d'accroître les bouchons. Nous demandons donc l'annulation officielle du tracé retenu en 2006, la levée des emprises foncières et refusons tout tracé en zone urbanisée. ●
Tél. : 01 53 85 69 46. www.rageap.fr

« L'État s'écarte des promesses du Grenelle de l'environnement. »

VERTS

Réduire la consommation énergétique des lycées



VERTS | 28 MEMBRES
Jean-Vincent Placé

Un véritable gouffre. Les 471 lycées et leurs 6 millions de mètres carrés consomment chaque année 800 gW/h, soit 100 000 tonnes équivalent carbone et plus de 50 millions

d'euros. L'élue des Verts, Catherine Candelier, a donc présenté un ambitieux dispositif d'incitation aux économies d'énergie, qui a largement fait consensus au conseil régional. Pour sensibiliser les lycéennes et lycéens aux enjeux environnementaux, et pour limiter la consommation énergétique de leurs éta-

blissements, quoi de mieux qu'un concours récompensant des projets innovants, portés par les élèves et leurs équipes pédagogiques ? Les dix meilleurs projets seront financés par la Région et la meilleure équipe gagnera une visite d'un site

écologiquement exemplaire. Pour accompagner les élèves, nous avons également souhaité que l'ensemble des agents des lycées, personnels de la Région, reçoive une formation à la maîtrise de l'énergie d'ici à 2012. Ces agents sont les premiers concernés par la gestion courante des lycées. Et donc à pouvoir agir directement pour réaliser des économies d'énergie. Par ailleurs, les prochains programmes prioritaires d'investissement pour les lycées contiendront

un volet spécifique à la question énergétique. Enfin, nous avons obtenu que la Région ouvre huit postes supplémentaires afin d'accompagner ce mécanisme incitatif et de renforcer le dispositif de maintenance des lycées. Ce projet

des Verts, alliant pédagogie, pragmatisme et imagination, va clairement dans le sens de l'écorégion que nous souhaitons construire avec l'ensemble des Franciliennes et Franciliens. ● *Abonnez-vous à notre trimestriel, contact : jean-marie.bouguen@wanadoo.fr*

« Les 471 lycées et leurs 6 millions de mètres carrés représentent un gouffre énergétique et financier. »

RÉPUBLICAIN RADICAL ET CITOYEN

L'atout industriel



ZRC | 8 MEMBRES
Rachid Adda

La crise financière a provoqué une chute de la demande qui touche de plein fouet notre industrie. L'industrie automobile connaît ainsi des plans sociaux à répétition. L'ambition d'une nécessaire politique industrielle, que défend le MRC depuis toujours, suppose des investissements centrés sur les secteurs d'avenir. Ainsi, le

conseil régional a voté en juin un plan de soutien à l'industrie automobile qui doit permettre aux acteurs de la filière de rester dans la course mondiale pour concevoir et produire les véhicules de demain : plus propres, plus sûrs, plus recyclables. Mais, sans l'État, rien n'est possible en matière industrielle. Il est donc urgent que ce dernier traduise ses discours en actes. Par l'emprunt national ? ● www.mrc-idf.fr

« Le MRC soutient une vraie politique industrielle pour l'Île-de-France. »

COMMUNISTE, ALTERNATIVE CITOYENNE, RÉPUBLICAIN ET PARTI DE GAUCHE

Stop au démantèlement du service public postal !



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
CACRPG | 27 MEMBRES
Gabriel Massou

Notre Région est un vaste territoire tout en contraste. Certaines zones sont hyper-urbanisées alors que d'autres sont très rurales. Afin de maintenir un lien entre les populations de ces différents territoires, il est essentiel de maintenir un réseau de communication efficace, proche de tous. C'est ce que le service public de La Poste s'efforce de faire,

bien qu'il soit régulièrement mis à mal (réduction du nombre de bureaux, augmentation des tarifs, diminution du personnel...). Ceci a pour seul objectif sa privatisation ! Les usagers en pâtissent directement et ce service public ne pourra bientôt plus assurer ses missions et ce lien si précieux entre les popula-

tions. La dynamique de notre territoire en sera rapidement affectée tout comme son attractivité, car l'accès pour tous et en tout lieu ne sera plus garanti.

Les élus CACRPG ne peuvent accepter la mise à sac de cette entreprise. Cette privatisation ne répond en aucun cas aux enjeux sociaux et économiques que doit relever La Poste. La donner en pâture à des marchés financiers en pleine dérive n'est pas la solution. Des moyens doivent être investis pour assurer sa rénovation et sa modernisation mais ce n'est certainement pas en la privatisant qu'elle pourra être au plus près des besoins des usagers. Défendons nos services publics, défendons notre avenir ! ● www.eluscacridf.org

« Cette privatisation ne répond en aucun cas aux enjeux sociaux et économiques que doit relever La Poste. »

GRUPE DÉMOCRATE ET CENTRISTE

Grand Paris : le bal des illusions



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
GDC | 17 MEMBRES
Bernard Lehideux

Le projet de Grand Paris porté par le gouvernement pose au moins trois questions. D'abord, celle de son périmètre qui varie, au gré des déclarations, du cœur de l'agglomération jusqu'au

Havre rebaptisé port francilien par le président de la République. Ensuite, celle de sa légitimité. Les collectivités locales qui ont travaillé sur leur propre projet de syndicat mixte « Paris métropole »

n'ont jamais été associées aux réflexions de l'État. Pis, le schéma directeur pourtant voté à une large majorité au conseil régional doit passer sous les fourches caudines de l'État via un protocole qui en modifierait sensiblement le contenu.

Enfin, celle de son utilité. Le projet de Grand Paris n'apporte guère de réponses aux questions concrètes que se posent les franciliens à la recherche d'un emploi, d'un logement ou de meilleurs transports. Sans financement dédié, le projet de Grand Paris est un miroir aux alouettes qui n'accouchera que d'illusions et de déceptions. ● www.democrates-idf.fr - Tél. : 01 53 85 68 84.

« Le projet du Grand Paris n'apporte guère de réponses aux questions concrètes que se posent les Franciliens. »

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Pour une vraie politique numérique en Île-de-France



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
MP | 36 MEMBRES
Roger Karoutchi

Première région économique française, produisant près de 30 % de la richesse nationale et concentrant sur son territoire la plus grande part des pôles scientifiques et techniques du pays, la région Île-de-France n'en est pas moins à la traîne sur le plan numérique, par rapport non seulement aux autres grandes régions européennes, mais également à la plupart des autres régions françaises... Là comme ailleurs, une politique d'annonces et de saupoudrage a prévalu au détriment de priorités claires.

Le bilan de la majorité régionale en matière numérique est en effet particulièrement pauvre. Pendant que la région Île-de-France réfléchissait, d'autres agissaient...

À l'exception de l'Artesi et notamment de son action en faveur des communes, notre région est à la traîne sur tout. Concernant les espaces numériques de travail (ENT), ces « cartables électroniques » qui vont révolutionner la vie des élèves et de leurs parents, nous n'en sommes toujours qu'au stade de l'expérimentation pratiquée dans 15 lycées sur 470.

Pendant ce temps, la région Midi-Pyrénées a déjà déployé un ENT dans 77 établissements sur 272, la région Centre déploie pour la rentrée 2009 le sien en associant tous les acteurs (État, universités, départements...), mutualisant les coûts avec d'autres régions.

Concernant le (très) haut débit, facteur de compétitivité majeur dans la concurrence mondiale, aucune initiative régionale sérieuse n'a été prise par notre région, qui se contente d'accompagner les actions initiées par les départements. L'échelon régional serait pourtant le plus pertinent pour ces questions. Notre région doit se donner les moyens d'une véritable politique numérique, avec pour priorités la simplification de la vie quotidienne des citoyens, l'émergence de nouveaux services de proximité, le développement des PME innovantes et le respect de l'environnement. ● *Roger Karoutchi, ancien ministre, président du groupe Majorité présidentielle.* www.ile2france.org

« Notre Région doit se donner les moyens d'une véritable politique numérique. »

FRONT NATIONAL

Quelles priorités ?



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
FN | 9 MEMBRES
Marie-Christine Arnautu

L'investissement dans les nouvelles technologies a toujours reçu le soutien des élus du Front national, à l'exception des projets fumeux de certains bobos écolos ou socialistes destinés à leurs copains : nous n'acceptons pas que l'argent public soit ainsi trop souvent gaspillé. L'investissement dans le secteur des nouvelles technologies pourrait être encore bien plus massif, tout comme dans les domaines cruciaux des transports, de la santé, de l'emploi ou de la sécurité, priorités clairement énoncées par notre groupe. ● Tél. : 01 53 85 67 80. Fnidf.com, contact@fnidf.com.

NATIONAUX ET INDÉPENDANTS

511 000 000 €...



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
NI | 6 MEMBRES
Martine Lehideux

... versés en 2008 par l'exécutif rose-rouge-vert à plus de 3 000 organismes, soit 50 euros par an et par Francilien. Et le 28 mai, 23 000 euros ont été attribués aux Sœurs de la perpétuelle indulgence (rapport 09-528), association de gays défilant déguisés en nonnes catholiques à la Gay Pride ! Voilà ce qu'ils font de votre argent ! Faites-le savoir ! ● Tél. : 01 53 85 68 52. gp-ni@orange.fr

CENTRE ET APPARENTÉS

Faire simple



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.F.
CENTRE | 9 MEMBRES
Laurent Lafon

À l'heure des grandes réformes (loi sur le Grand Paris, nouvelle organisation administrative, schéma de transports pour les quinze ans à venir), le Nouveau Centre réaffirme son soutien à l'élan modernisateur, mais appelle également les pouvoirs publics à ne pas oublier la vie quotidienne des Franciliens. Les collectivités territoriales, et la Région en particulier, doivent mieux qu'aujourd'hui prendre en compte les difficultés pratiques de nos concitoyens : la saturation des lignes de métro et de RER, l'insécurité à l'intérieur même de certains établissements scolaires, la cherté et les difficultés d'accès au logement. Humanistes et pragmatiques, nous défendons une Région plus proche de vous. ● www.nouveaucentre-iledefrance.com

« Nous défendons une Région proche de vous. »